

Point d'actualité économique et financière du Cône Sud

Trésor
DIRECTION GÉNÉRALE



Semaine du 29 mai au
04 juin 2020

Argentine

COVID-19 : état des lieux et mesures sanitaires

Renégociation de la dette : rapprochement entre les positions argentines et celles des créanciers privés

La BCRA durcit le contrôle des capitaux afin de contenir la chute de ses réserves.

Revenus fiscaux : chute de 23% (g.a.) en termes réels au mois de mai

Economie réelle : effondrement de l'industrie et de la construction en avril

Economie réelle : difficultés du secteur du commerce face à la pandémie

Aerolineas Argentinas annonce un plan de chômage partiel

Chili

Situation sanitaire du COVID-19

Chute de l'activité économique en mars de 14,1%

Renforcement du peso chilien face au dollar

Reprise des exportations vers la Chine

Chute des valeurs boursières des principales entreprises chiliennes

Pertes de 20% des emplois dans le secteur du tourisme

Effondrement du secteur automobile

Paraguay

COVID-19 : situation de la crise sanitaire

2^{ème} mois consécutif de déflation : -0,6% en mai

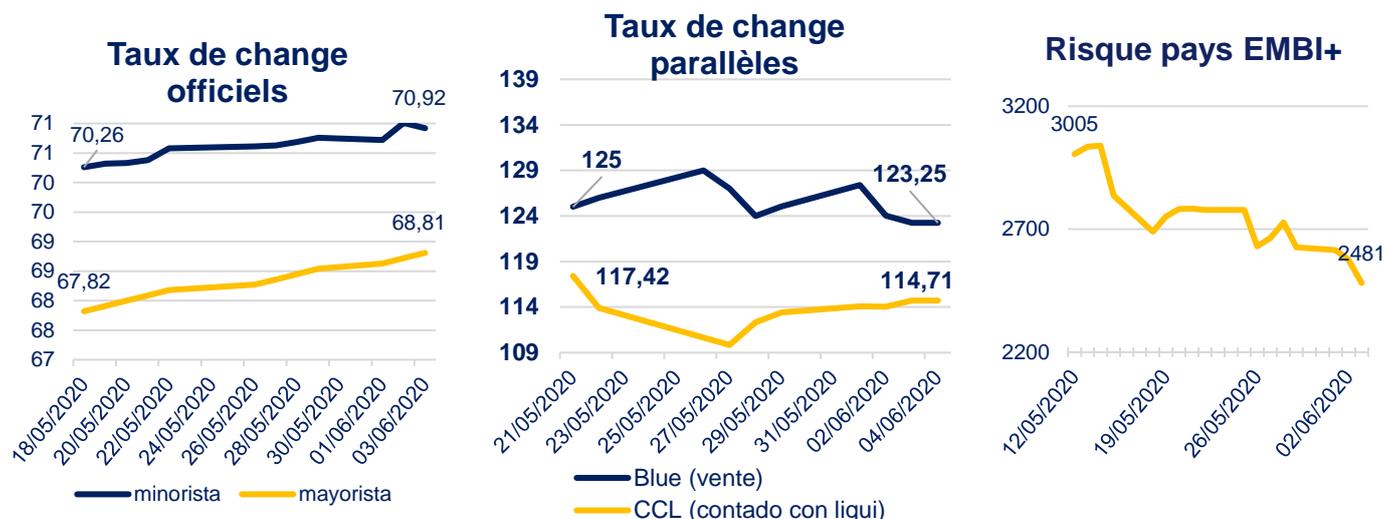
Uruguay

Chute de 26% (g.a.) des exportations au mois de mai

Contraction du déficit budgétaire en avril

Inflation : 11,05% en mai (en g.a.)

Argentine



COVID-19 : état des lieux et mesures sanitaires

Après 76 jours de confinement, l'Argentine comptait hier officiellement 19 268 cas déclarés (+ 5335 en une semaine) et 583 décès (+83), mais le nombre de tests/100 000 habitants (395) demeure le plus faible d'Amérique du sud à l'exception de la Bolivie, ce qui doit inciter à la plus grande prudence quant à l'étendue réelle de la pandémie (près de 3400 tests/100 000 hb au Pérou et au Chili, 1318 en Uruguay, 713 en Colombie et même 438 au Brésil). L'AMBA (Aire métropolitaine de Buenos Aires) demeure le principal centre de l'épidémie, concentrant près de 90% des cas et des nouvelles contaminations, notamment dans les quartiers d'habitat précaire où la pandémie semble progresser rapidement. Les autres foyers infectieux importants sont les provinces du Chaco et de Rio Negro, qui totalisent respectivement environ 5,5% et 2,5% des cas déclarés. Le pays a enregistré cette semaine un record de personnes en soin intensifs (288). La prolongation du confinement et ses modalités, notamment dans l'AMBA, devraient être annoncées par les autorités argentines ce soir (probable extension pour 15 jours supplémentaires).

Renégociation de la dette : rapprochement entre les positions argentines et celles des créanciers privés

Le gouvernement a reporté au 12 juin la date butoir des négociations de la dette avec les créanciers privés étrangers (précédemment fixée au 1^{er} juin). Le ministre de l'économie, Martin Guzman, a par ailleurs présenté le 29 mai une nouvelle offre aux créanciers privés, dont les principales concessions sont :

- une réduction de la période de grâce à six mois - les premiers paiements reprenant donc en 2022 - pour tous les titres sauf un (le bono 2030, dont les paiements ne reprendraient qu'en 2023) ;
- pour le bono 2030, la perte de principal est réduite de 12% à 7% ;
- les maturités de tous les titres sont réduites d'un an (sauf celle du bono 2030) ;
- le taux d'intérêt moyen des titres passe de 2,5% à 3,2%.

Cette proposition représente une amélioration de l'offre argentine, à laquelle les principaux créanciers ont immédiatement réagi en rapprochant également leur position de celle des autorités argentines. Ce rapprochement a été accompagné d'un communiqué du FMI indiquant que la proposition des autorités argentines était conforme aux objectifs de « soutenabilité de la dette avec une probabilité haute » et que le pays ne bénéficiait au-delà de cette offre que d'une marge limitée (mais d'une marge quand même...) pour augmenter les paiements aux créanciers tout en maintenant la soutenabilité de la dette. En parallèle de ces discussions, le comité de détermination des dérivés de crédits de l'ISDA a néanmoins activé le 1^{er} juin dernier les assurances de défaut correspondant au défaut de paiement de 503 MUSD le 22 avril.

La BCRA durcit le contrôle des capitaux afin de contenir la chute de ses réserves.

Afin d'endiguer l'accélération de la fonte de ses réserves, la Banque centrale argentine (BCRA) a publié le 28 mai dernier la circulaire « A 7030 », durcissant à nouveau les restrictions d'accès au marché des changes appliquées aux entreprises. Ce renforcement du contrôle des capitaux impose désormais pour tout accès au marché des changes d'une entreprise la condition que l'intégralité de ses actifs extérieurs liquides (quelle que soit leur nature - dépôts en devise, or, crypto-monnaie...) soit déposée en Argentine. Tous les fonds reçus de l'étranger doivent par ailleurs être changés en pesos dans un délai de 5 jours. Les mesures interdisent également l'accès au marché des changes aux entreprises ayant bénéficié d'aides d'Etat ou ayant utilisé le « *contado con liquidación* », opération qui consiste à acheter – de manière légale - avec des pesos argentins des actifs se cotisant à la fois en Argentine et à Wall Street. Les opérations liées à la détention d'actions d'entreprises (notamment le règlement des dividendes) et crédits, dont les sujets ne sont pas résidents en Argentine, sont cependant exclues de ces restrictions.

Depuis la mise en place de ce « super-cepo » (super contrôle des changes), la BCRA est parvenue à augmenter ses réserves, passant de 42,48 Mds USD au 28 mai (leur niveau le plus bas depuis janvier 2017), à 42,67 Mds USD le 3 juin. Cela représente néanmoins une chute de 2,17 Mds USD depuis le début de l'année 2020.

Il reste en outre à apprécier les effets de moyen terme de ce nouveau durcissement du contrôle des changes sur le commerce extérieur (l'enchérissement des intrants, acquis au taux parallèle d'environ 125 pesos pour un dollar, pouvant décourager, notamment dans le domaine agricole, la production et donc les exportations, liquidées à un taux de l'ordre de 71 pesos pour un dollar, auquel s'applique en outre un impôt (30% dans le cas du soja), soit un taux inférieur à 50 pesos/dollar).

Revenus fiscaux : chute de 23% (g.a.) en termes réels au mois de mai

Selon les informations publiées par l'AFIP le 3 juin, les recettes fiscales nationales auraient avoisiné les 500 Mds ARS (7,3 Mds USD) au mois de mai 2020, ce qui représente une augmentation de 12,4% en termes nominaux mais une chute de l'ordre de 23% en termes réels, par rapport aux niveaux atteints en mai 2019. Cette diminution réelle reflète la baisse de l'activité liée à la pandémie du COVID-19 et les reports de paiements accordés par l'AFIP aux entreprises en difficulté.

Economie réelle : effondrement de l'industrie et de la construction en avril

Les données mensuelles concernant la production manufacturière et la construction au mois d'avril, publiées aujourd'hui par l'INDEC, attestent de la profondeur de l'impact du confinement/de la pandémie sur l'activité, dans les deux cas très au-delà des estimations des analystes privés.

La production manufacturière est en effet ressortie en repli de 33,5% en glissement annuel, et de 18,3% par rapport à mars. La baisse accumulée sur les 4 premiers mois de l'année s'établit ainsi déjà à 13,5%. L'ensemble des rubriques de l'indice sont en baisse en glissement annuel, de 2% pour l'alimentation à 87,9% pour l'industrie automobile. Sur les 9 rubriques de l'indice, 6 enregistrent une baisse supérieure à 50%, les deux seules autres exceptions étant l'industrie du bois du papier et de l'impression (-8,7%) et le raffinage (-20,2%). La chute atteint des proportions historiques puisque l'indice de la production manufacturière ressort à 80 pour un indice 100 en 2004 (alors qu'il était encore de 109,2 en décembre 2019).

Sans surprise, le résultat est pire encore pour la construction, avec une baisse de 75,6% en glissement annuel, 51,5% par rapport à mars, et 40,2% de récession cumulée sur les quatre premiers mois de l'année. L'indice s'établit ainsi à 43,4 pour un indice 100 en 2004.

L'évolution de l'activité en avril pour l'ensemble des secteurs sera connue le 29 juin. Avant la publication d'aujourd'hui, elle était attendue par les analystes privés en baisse de l'ordre de 19 à 20%, mais la récession apparaît désormais pouvoir être encore plus élevée.

Economie réelle : difficultés du secteur du commerce face à la pandémie

Selon la chambre argentine de commerce, 11,5% des commerces ayant cessé leurs activités du fait de la pandémie du COVID-19 ne rouvriront pas une fois les mesures d'urgence sanitaire levées. Cela représente environ 40 000 commerces à l'échelle nationale, dont plus de 50% sont situés dans l'agglomération de Buenos Aires.

Aerolineas Argentinas annonce un plan de chômage partiel

Alors que le programme de vols de la compagnie publique Aerolineas Argentinas a été presque intégralement annulé (chiffre d'affaires en baisse de 97%) depuis la mise en place du confinement le 20 mars et l'interdiction des vols domestiques, la compagnie a annoncé, après 10 semaines d'activité quasi-nulle, mettre en place un système de chômage partiel en rémunérant à 75% 7 500 de ses quelques 12 000 employés, promettant qu'aucun licenciement ne serait décidé. La mesure, qui s'appliquerait pour les mois de juin et juillet serait réévaluée par la suite. La compagnie doit désormais négocier avec ses syndicats, opposés à cette baisse de salaire et à tout licenciement. Parallèlement, Aerolineas Argentinas a annoncé des discussions avec la BNDES, organisme brésilien qui avait financé à hauteur de 640 MUSD l'achat de 20 Embraer ainsi que le report des paiements des contrats de leasing de sa flotte. La direction d'Aerolineas Argentinas estime que 880 MUSD de subventions seraient nécessaires en 2020. L'entreprise accumulait fin 2019 un déficit de 6,6 Mds USD depuis sa nationalisation en 2008.

Chili

Situation sanitaire du COVID-19

Le nombre de nouveaux cas quotidiens atteints du Covid-19 ne cesse d'augmenter depuis le 29/04. Il continue d'osciller entre 4 000 et 5 000 cas par jour. Au 03/06, le Chili compte 113 628 cas confirmés (+38% en une semaine), 1 275 décès (+434 en une semaine, soit +52%) et 90 748 guéris. 7 048 cas confirmés sont hospitalisés (+19% en une semaine), 1 475 en soins intensifs (+18%), 1 279 sous assistance respiratoire (+17%) et 339 dans un état critique (+42%). Près de 7 000 membres du personnel hospitalier ont été contaminés. L'attention reste portée sur la région de Santiago (plus de 80% des nouveaux cas, 97% des respirateurs occupés, 88% au niveau national). Le gouvernement a prolongé, au moins jusqu'au 12 juin, les quarantaines de 40 communes du pays (40% de la population), dont les 38 du Grand Santiago.

Chute de l'activité économique en mars de 14,1%

Selon l'indice Imacec de la Banque centrale, l'activité économique a enregistré une contraction de 14,1% en avril (premier mois entier d'impact de la crise sanitaire), soit la plus forte baisse depuis la création de cet indice en 1986. L'indice d'activité minière a connu une légère baisse de 0,15% alors que l'indice non-minier s'est contracté de 15,5% touchant, tout particulièrement, les secteurs des services, du commerce, de la construction, de l'industrie manufacturière, des transports, de la restauration et hôtellerie. Après -3,5% en mars, les principaux experts anticipent une baisse de -15% en mai et des prévisions de récession annuelle revues à la hausse entre -5 et -8% (contre des projections de -4,5% du FMI et -2,5% de la Banque centrale annoncées en avril). On se gardera toutefois d'oublier que le Chili est le seul pays d'Amérique latine à avoir affiché une croissance, même modeste, de son PIB au 1^{er} trimestre : +0,4%.

Renforcement du peso chilien face au dollar

Alors qu'il avait subi une forte dépréciation depuis le début de l'année (à 869 CLP / 1 USD mi-mars, contre 751 au 01/01, soit une baisse de 16%, niveau maintenu autour de 860 jusqu'à fin avril), le peso chilien s'est réapprécié au cours du mois de mai en repassant sous la barre des 800 CLP / 1 USD à la fin du mois (783 au 03/06). Les deux principaux déterminants de cette évolution sont la confiance des marchés, liée à la politique de soutien du gouvernement face à l'impact de la crise du Covid-19 (avec, notamment, l'obtention d'une ligne de crédit modulable temporaire du FMI de 23,8 Mds USD), et la reprise du cours du cuivre (environ 12% du PIB) à 2,43 USD / livre au 03/06 (contre 2,09 fin mars et 2,80 au 01/01) grâce à l'augmentation de la demande chinoise.

La Banque centrale a ainsi annoncé hier qu'elle réduirait ses opérations sur le marché des changes, destinées à limiter la volatilité du peso chilien qu'avait engendré le mouvement de contestation sociale de novembre 2019. Cette décision

intervient du fait de la récente stabilité du taux de change, des conditions favorables de réserves étrangères de la Banque centrale et au vu d'un contexte de relative facilité d'emprunt, tant au niveau bilatéral que multilatéral, lié à la réponse internationale à la pandémie du COVID-19. La réduction de ses opérations prendra effet la semaine prochaine, mais une reprise des interventions en cas de volatilité excessive de la monnaie nationale n'est pas exclue, l'entité bénéficiant de cette compétence jusqu'au 9 janvier 2021.

Reprise des exportations vers la Chine

Les exportations du mois d'avril ont marqué une reprise des ventes vers la Chine, 1^{er} client du Chili (32% des exportations en 2019), de 22,5% par rapport au mois précédent (contre -25% en février). Ce résultat provient essentiellement de la hausse des ventes de cuivre (+ 27%), qui représentent plus de la moitié des envois chiliens vers ce marché, mais aussi de cerises et fruits rouges (+7,8%).

Chute des valeurs boursières des principales entreprises chiliennes

Après une baisse moyenne de 8,25% en 2018, puis de 8,53% en 2019, l'indice boursier IPSA de la Bourse de Santiago (regroupant les 40 premières valeurs locales) a chuté de 19% depuis le début de l'année du fait de la crise du Covid-19 avec, notamment, les acteurs bancaires Corpbanca (-54%), Security (-24%) et Santander (-23%), ceux de la distribution Falabella (-36%) et Ripley (-34%), les électriciens AES Gener (-30%), Enel-Endesa (-22%) ou la filiale d'Engie Chili (-13%), comme le second acteur français de la liste dans l'eau, Aguas Andinas (Groupe Suez, -20%). Seules 3 entreprises enregistrent une tendance positive : l'entreprise d'électrification Colbun (+9%), le groupe de distribution Cencosud (+3%) et le producteur de lithium SQM (+1,7%).

Pertes de 20% des emplois dans le secteur du tourisme

Selon la fédération des entreprises du tourisme (Fedetur), le secteur a perdu 120 000 emplois entre février et avril 2020 (sur 600 000 postes de travail avant la crise du Covid-19). De même, plus de 80% des acteurs de l'hôtellerie ont recouru à la nouvelle Loi de protection de l'emploi, représentant 19,5% des bénéficiaires, avec plus de 108 000 salariés mis en chômage partiel (second secteur après celui du commerce). Au total, ce sont 38% des employés de l'hôtellerie qui ont été touchés par la crise sanitaire. En avril, les hôtels chiliens ont eu un taux d'occupation limité à 8,5% (après 31% en mars).

Effondrement du secteur automobile

Selon l'association nationale automobile (ANAC), les ventes de véhicules en mai ont chuté de 72,2% par rapport au même mois en 2019. Après -36,9% en mars, les quatre premiers mois de l'année ont été marqués par une contraction de 40,9%. Après que l'exercice 2019 avait déjà été marqué par une baisse de 10,6% des ventes de voitures (à 373 000 unités), les prévisions pour 2020 tablent sur des ventes autour de 250 000 véhicules, soit une réduction de 33%.

Paraguay

COVID-19 : situation de la crise sanitaire

Le Paraguay comptait, au 4 juin, 1 070 cas confirmés de COVID-19, dont 11 morts, ce qui en fait l'un des pays de la région les plus épargnés par la pandémie. Le nombre de tests hebdomadaire continue d'augmenter, atteignant 5 348 tests la semaine dernière (avec un taux de positivité de 2,1%). Le Paraguay avait imposé une quarantaine nationale, que le président Mario Abdo Benitez commence à flexibiliser au profit d'une « quarantaine intelligente ».

2^{ème} mois consécutif de déflation : -0,6% en mai

La Banque centrale a enregistré une contraction mensuelle de 0,6% de l'indice des prix aux consommateurs en mai dernier, portant à -0,4 la variation cumulée entre janvier et mai 2020 et situant l'inflation interannuelle moyenne à 0,7%. Ces résultats sont très inférieurs à l'objectif de 4% d'inflation annuelle fixé par la Banque centrale. Il s'agit du second mois de déflation consécutif, une contraction des prix principalement engendrée par la baisse des prix alimentaires et des dérivés de pétrole. Cette chute est en partie attribuée aux effets de la pandémie, notamment à la baisse de la demande et de la consommation, ainsi qu'au repli du cours international du pétrole.

Uruguay

Chute de 26% (g.a.) des exportations au mois de mai

Selon les données d'Uruguay XXI, les demandes d'exportations ont représenté 626 MUSD au mois de mai 2020, soit une diminution de 26% (g.a.) par rapport à mai 2019. En cumulé depuis le début de l'année 2020, les ventes à l'extérieur ont représenté 3,1 Mds USD, soit une baisse de 18% (g.a.). Si cette diminution est généralisée à l'ensemble des secteurs, les produits les plus touchés ont été la cellulose (-36,6% g.a.), la viande bovine (-20,9% g.a.) et le reste des produits carnés (-36,7%) ainsi que le soja (-19,1% g.a.). Deux produits ont néanmoins enregistré une augmentation notable : le riz (+110,4% g.a.) et les produits pharmaceutiques (+12,9% g.a.). En dépit d'une baisse de la demande chinoise de 33% (g.a.) au mois de mai, la Chine demeure le principal destinataire de ces exportations (26% du total), suivie par les Etats-Unis, l'Union Européenne et le Brésil.

Contraction du déficit budgétaire en avril

Malgré l'émergence du COVID-19, le déficit budgétaire uruguayen sur 12 mois était de 4,6% du PIB (2,576 MUSD) en avril, ce qui représente une réduction de 0,4 point de pourcentage par rapport aux mois de février et mars 2020 (hors effet « cincuentones »). Les recettes publiques ont été renforcées par un transfert de bénéfices de la Banque République (0,3% du PIB) qui a compensé la chute des recettes de la Direction générale des impôts (DGI) et de la Banque de prévision sociale.

Inflation : 11,05% en mai (en g.a.)

Selon les données de l'INE, l'indice des prix aux consommateurs a augmenté de 0,57% en mai dernier, ce qui représente une augmentation annuelle de 11,05% (g.a.). En cumulé, l'IPC a augmenté de 6,77% depuis le début de 2020, principalement du fait des augmentations enregistrées sur les aliments et boissons (+8,02%), l'alcool et le tabac (8,38%) ainsi que le logement (+14,82%).

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Buenos Aires (adresser les demandes à buenosaires@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Directeur de la publication : Laurent Charpin
Service économique régional de Buenos Aires
Ambassade de France en Argentine

Adresse : Av. del Libertador 498 - Piso 17 C1001 ABR
Buenos Aires

Rédigé par : Julie Véguez, Ekkaphol Suphanvornanop et
Marc Legouy

Revu par : Bruno Ménat et Laurent Charpin

Version du 4 juin 2020